

Montréal : le secteur communautaire, acteur clé de la cohésion sociale

CHLOÉ REISER

À Montréal, le milieu communautaire joue un rôle central pour « faire société dans la ville », en particulier dans les quartiers où s'installent de nombreuses personnes nouvellement arrivées au Canada. Dans ces espaces que l'on appelle aussi quartiers tremplins, ces organismes communautaires qui ne relèvent ni du secteur public, ni du privé marchand, comblent les vides laissés par l'État en structurant des réseaux d'entraide et de proximité et en facilitant l'insertion et la participation des populations migrantes. Dans un contexte de transformations urbaines qui fragilisent leur fonction d'accueil, la capacité des quartiers à rester des moteurs d'inclusion repose de plus en plus sur ce tissu communautaire essentiel, lui aussi mis à rude épreuve par des coupes budgétaires.

Le secteur communautaire, au cœur de la solidarité urbaine

En Amérique du Nord, le terme communauté a un sens plus large qu'en France, où il est souvent associé à des dynamiques d'entre-soi. Il peut désigner à la fois un groupe culturel ou ethnique, un espace de voisinage fondé sur la solidarité et la convivialité, ou encore un réseau d'organismes engagés dans l'action collective.

Au Québec, ce qu'on appelle le secteur communautaire ou tiers-secteur regroupe ce vaste ensemble d'organismes sans but lucratif – associations, groupes citoyens, centres de ressources ou initiatives locales – créés pour répondre à des besoins concrets : se loger, se nourrir, trouver un emploi, apprendre le français ou simplement créer du lien. Selon la Ville de Montréal, on compte plus de 800 organismes communautaires sur l'île de Montréal, actifs dans des domaines aussi variés que le logement, la santé ou l'immigration.

Ce secteur s'est structuré dans le sillage de transformations sociales et politiques des années 1960. C'est à cette époque que les premiers comités de citoyens apparaissent dans les quartiers ouvriers de Montréal, pour résister à des projets d'urbanisme contestés. Inspirés par les principes de l'animation sociale, ces initiatives visent à redonner du pouvoir aux habitant·e·s. À partir de 1968, le secteur se politise et se professionnalise avec la création de plusieurs centres de services populaires autonomes, à l'instar des cliniques populaires, aujourd'hui centres locaux de services communautaires (CLSC), ou des tables de quartier, instances de concertation locale regroupant des acteurs locaux qui souhaitent s'impliquer pour améliorer les conditions de vie dans un quartier, modèle unique au monde créé à Montréal.

Depuis la fin des années 1970, dans un contexte marqué par le désengagement de l'État, ces organismes prennent en charge une part croissante de l'action sociale. Avec des ressources limitées, mais dotés d'une grande expertise et d'une proximité étroite avec le terrain, ils pallient les insuffisances des services publics. Le secteur communautaire occupe ainsi une place centrale dans la coordination des acteurs locaux, principalement à l'échelle des quartiers. Il intervient sur des enjeux complexes comme la lutte contre la pauvreté, l'amélioration du cadre de vie ou l'inclusion des personnes migrantes. Toutefois, ce rôle essentiel est menacé par un sous-financement chronique, accentué par les politiques d'austérité.

Des quartiers tremplins d'immigration sous tension

À Montréal, certains quartiers ont historiquement joué un rôle essentiel dans l'accueil des personnes migrantes. Ces quartiers, qualifiés de « tremplins d'immigration » (Sanders), offrent une combinaison



Parc-Extension, quartier tremplin d'immigration pendant la fête nationale de la Grèce. © Chloé Reiser.

de logements abordables, de services de proximité, de commerces ethniques, de lieux de culte et d'un tissu communautaire dense. Autant d'éléments qui facilitent l'installation des populations migrantes, leur permettent d'établir leurs premiers repères dans la ville, d'accéder au marché du travail et de tisser des liens sociaux.

Parc-Extension illustre bien ce type de quartier. Depuis les années 1950, il accueille une population majoritairement composée de travailleurs migrants à faible revenu, ainsi qu'une offre résidentielle abordable mais vétuste. Toutefois, à partir de la fin des années 1990, le quartier entre dans une phase de transformation et des dynamiques de réinvestissement commencent à affecter la stratification sociale de ce territoire.

En effet, longtemps stigmatisé et délaissé par les pouvoirs publics et les promoteurs immobiliers, cet espace péricentral devient la cible de projets de redéveloppement urbain liés à la métropolisation. Ce réinvestissement entraîne une hausse rapide des loyers, des évictions fréquentes, ainsi qu'une fragilisation du tissu communautaire, les organismes peinant à se maintenir dans un environnement devenu trop coûteux.

Par conséquent, les conditions qui favorisaient autrefois la mobilité sociale et spatiale des populations migrantes tendent à disparaître. Tandis que les plus précaires se trouvent confinés dans les espaces les plus marginalisés et les immeubles insalubres du quartier, d'autres sont contraints de s'en éloigner, poussés vers des périphéries moins bien desservies et moins dotées en ressources communautaires, au risque de voir leur intégration sociale compromise.

Préserver la ville solidaire et abordable

Dans ce contexte marqué par la gentrification et la précarisation croissante des quartiers dits tremplins, le rôle du secteur communautaire devient crucial. Non seulement, il soutient les habitant-e-s face aux hausses de loyer et aux évictions, mais il défend aussi une vision alternative de la ville, basée sur l'entraide et l'implication directe des personnes migrantes dans la vie collective.

À Parc-Extension, le Comité d'action de Parc-Extension (CAPE), fondé en 1986 par des résident-e-s du quartier, incarne cette démarche. Ce groupe de défense des droits des locataires combine accompagnement individuel et mobilisation collective pour faire valoir les droits au logement. Par ses actions, l'organisme cherche à instaurer un rapport de force avec les institutions, afin de défendre les intérêts des locataires les plus vulnérables et de rendre visibles les injustices.

Le CAPE ne se limite pas aux enjeux de logement : il s'engage aussi dans d'autres luttes touchant les personnes migrantes et racisées, dont les difficultés sont multiples – pauvreté, racisme, exclusion sociale. À ce titre, la manifestation « Ni condos¹, ni frontières », organisée en 2018 avec d'autres groupes communautaires du quartier, visait à dénoncer l'impact de la crise du logement sur ces populations, tout en mettant en lumière les formes croisées d'oppression qui les affectent dans l'espace urbain.

1 | En Amérique du Nord, un condominium ou « condo », désigne une unité de logement privée située dans un immeuble ou un complexe où les espaces communs sont partagés. Chaque copropriétaire détient un lot composé d'une unité privative, ainsi qu'une part indivise des parties communes (halls d'entrée, ascenseurs, jardins, gymnases, piscines, etc.) et paye des frais mensuels pour l'entretien, la gestion, les assurances des parties communes et le fonds de réserve.

Événement « Femmes et Logement » organisé à Parc-Extension par trois organismes communautaires, le Comité d'action de Parc-Extension, l'Association des locataires de Villeraie et la table de concertation des femmes de Parc-Extension. © Chloé Reiser.



À n'importe quel prix ?

Aujourd'hui, le secteur communautaire se trouve dans une position délicate. De plus en plus dépendant des subventions publiques et privées, il agit souvent dans l'urgence avec des moyens limités et voit son rôle réduit à la simple prestation de services. Les organismes se voient ainsi cantonnés à exécuter des tâches précises, sans pouvoir jouer leur rôle plus large de défense des droits et de mobilisation citoyenne. Le travail communautaire devient alors une « offre de services », répondant à une « demande » ciblée, ce qui limite la capacité critique des organismes. Cette situation soulève une question de fond : en compensant les manquements de l'État, ces organismes risquent-ils, malgré eux, de légitimer le désengagement des pouvoirs publics et de consolider ce modèle fonctionnel et apolitique d'action sociale ?

Ce paradoxe est particulièrement visible dans les quartiers comme Parc-Extension, où la montée des inégalités, la perte de logements abordables et l'affaiblissement du tissu associatif menacent leur vocation de « tremplins d'immigration ». Dans un contexte de transformation urbaine rapide, c'est la capacité des villes à construire un vivre-ensemble solidaire qui est en jeu. Sans un engagement fort et durable de la part des pouvoirs publics, les organismes communautaires ne pourront pas, seuls, continuer à porter ce projet collectif. —

La manifestation « Ni condos, Ni frontières. Un logement pour tous et toutes ! », 2018. © Chloé Reiser.

